

NUIT DEBOUT SE DÉCLARE "ZONE HORS CETA / TAFTA"

1800 collectivités déclarées symboliquement hors Ceta/Tafta, 250000 manifestants à Berlin en 2015, une Initiative Citoyenne Européenne recueillant 3,4 millions de signatures sans que la Commission Européenne ne s'en émeuve... un vent se lève contre les traités transatlantiques.

De plus en plus critiqués, le CETA et le TAFTA (encore nommé TTIP en anglais ou PTCI en français) sont des traités de libre-échange engageant l'Union Européenne, respectivement négocié avec le Canada (CETA) et en cours de négociation avec les Etats Unis (TAFTA).

DES NÉGOCIATIONS OPAQUES POUR UNE LIBÉRALISATION NOCIVE DES ÉCHANGES

Ces négociations sont fondamentalement anti-démocratiques. Aucune transparence n'est faite sur leur contenu, et la voix des citoyens européens n'est pas prise en compte.

Ces traités présentent pourtant suffisamment de risques pour qu'ils soient discutés en toute transparence.

Comme tout traité de libre-échange, ils ont pour vocation à augmenter le volume du commerce entre les pays, en supprimant les droits de douane, mais également, et c'est leur dangereuse originalité, en éliminant les différences de normes sanitaires, sociales et environnementales entre pays concernés. Cela aboutirait à un nivellement par le bas, rognant sur les lois des pays signataires qui sont issues des préférences des peuples et votées démocratiquement par les Parlements nationaux et leurs peuples. L'arrivée d'OGM, de boeufs aux hormones sur les marchés européens, de poulets désinfectés au chlore, de l'exploitation du gaz de schiste, ne sont que les exemples les plus fréquemment cités de dommages possibles...

Ces traités prévoient également une dangereuse dérégulation et mise en concurrence de plusieurs marchés sensibles, comme les services publics, sur laquelle aucun retour en arrière ne serait possible par la suite. CETA et TAFTA sont des chevaux de Troie d'un néolibéralisme sans aucun contrôle.

UNE JUSTICE PRIVÉE CONTOURNANT CELLE DES ÉTATS

Ces deux accords prévoient également la création de tribunaux d'arbitrage privés, supposément indépendants, permettant à des investisseurs d'attaquer un État dans le cas où une décision publique viendrait à contrarier ses profits actuels et futurs. A ces tribunaux s'ajouteraient des organes de « coopération réglementaire », eux aussi dé-

nués de tout contrôle démocratique, qui permettraient aux lobbies industriels et financiers d'amender tout projet de loi ou d'y opposer un veto, avant même examen par les Parlements européen et nationaux, s'ils ne sont pas compatibles avec leurs intérêts.

UNE MENACE NOTOIRE POUR LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT... ET UN BÉNÉFICE MINIME

Enfin, ces traités sont une menace pour l'environnement, que ce soit par les transports engendrés par les échanges, par l'arrivée de pétroles non conventionnels (gaz de schiste, pétrole issu de sables bitumineux...) sur le marché européen, ou encore l'absence de mention explicite du principe de précaution...A l'heure où l'Accord de Paris signé lors de la COP 21 est déjà insuffisant, les CETA et TAFTA illustrent la primauté du droit commercial au détriment du droit environnemental et social.

Le tout pour des bénéfices estimés à quelques dizaines de milliards de dollars par an, selon les études les plus optimistes. Mettre fin à l'évasion fiscale en rapporterait 1000 milliards, sans impacter l'environnement, et sans libéralisation inutile des échanges.

DES NÉGOCIATIONS QUI ARRIVENT À ÉCHÉANCE

L'urgence à l'heure actuelle vient du CETA, négocié avec le Canada, et dont la ratification par le Conseil Européen et les États Membres devrait intervenir à l'automne de cette année. Présenté, à tort, par le gouvernement comme un bon accord, un "anti-TAFTA", nous souhaitons signifier ici qu'il n'en est rien, et que les deux accords présentent un égal danger pour les peuples concernés.

JOURNÉE DE MOBILISATION NATIONALE DU 4 JUIN: DÉCLARONS NOS VILLES HORS CETA/TAFTA

A Paris, Nuit Debout, rassemblée Place de la République, interpellera Mme Anne Hidalgo afin que le Conseil Municipal de Paris déclare Paris zone Hors CETA/TAFTA. Une lettre ouverte lui sera envoyée quelques jours en amont. La déclaration de Paris comme ville hors CETA/TAFTA serait un signal fort envoyé aux gouvernements impliqués dans les négociations, et un message de solidarité envoyé à tous nos amis européens et nord-américains.

Dans toute la France, nous invitons les Nuits Debout à se rassembler devant leur mairie, afin de demander à leur ville de se déclarer Hors CETA/TAFTA si ce n'est déjà fait.

LE 4 JUIN, PARTOUT EN FRANCE MOBILISONS NOUS CONTRE LE CETA ET LE TAFTA